Le pouvoir aux travailleurs

25 AVRIL 2021

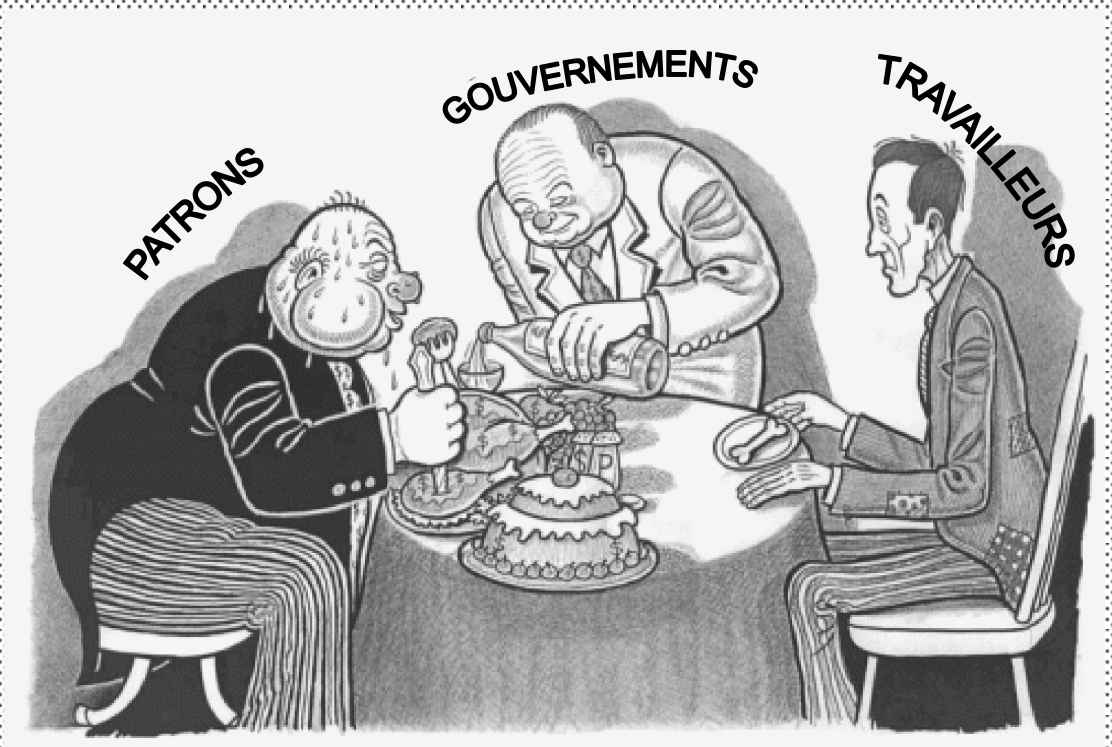
N° 273

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Éditorial

QUI VEULENT-ILS TROMPER AVEC LEUR MENSONGE SUR LA «*CÔTE D'IVOIRE SOLIDAIRE*» ? Page .3

ACCIDENTS DE LA ROUTE : L'INCURIE DES POUVOIRS PUBLICS Page 4

HÔPITAUX PUBLICS : DES MOUROIRS POUR PAUVRES Page 5

Tchad : LA DICTATURE CONTINUE SOUS LA GARDE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS Page 13

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
- QUI VEULENT-ILS TROMPER AVEC LEUR MENSONGE SUR LA «*CÔTE D'IVOIRE SOLIDAIRE*» ? ……..	3
- ACCIDENTS DE LA ROUTE : L'INCURIE DES POUVOIRS PUBLICS ……	4
- LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ……	4 - 5
- HÔPITAUX PUBLICS : DES MOUROIRS POUR PAUVRES……	5
- CACAO : PRIX D'ACHAT AUX PAYSANS RÉDUIT DE 25% ……...	6
- AMADÉ OUÉRÉMI : UN BOUC-ÉMISSAIRE ! ……	7
- COUPURES INTEMPESTIVES DE COURANT : LES QUARTIERS PAUVRES EN SOUFFRENT LE PLUS ……	7
- COUPURES D'EAU : INCURIE DE L'ÉTAT ET PROFITS CAPITALISTES	8
- ESCLAVAGE : LA QUESTION DES RÉPARATIONS ……..	9 - 13
- Tchad LA DICTATURE CONTINUE SOUS LA GARDE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS …….	13

E d i t o r i a l

QUI VEULENT-ILS TROMPER AVEC LEUR MENSONGE SUR LA «*CÔTE D'IVOIRE SOLIDAIRE*» ?

Lors d'un séminaire organisé par le nouveau gouvernement, des ministres et des représentants du patronat ivoirien se sont réunis pour, disent-ils, « *tracer les sillons du développement de la Côte d'Ivoire* ». À cette occasion, le nouveau Premier ministre, Patrick Achi, n'a pas manqué de mots pour vanter son prétendu programme intitulé « *Une Côte d'Ivoire Solidaire* ». Il prétend que d'ici 10 ans, « *la majorité des ivoiriens appartiendront à la classe moyenne* », que « c*haque ivoirien aura accès à l'électricité, l'eau potable, la santé, l'habitat* », que le taux de pauvreté sera diminué de moitié et patati et patata. À le croire, la Côte d'Ivoire deviendra bientôt le pays où couleront le lait et le miel !

Ces paroles mielleuses ont peut-être amusé sa petite galerie mais elles montrent surtout que ce monsieur a bien appris sa leçon de bonimenteur durant les dix-huit dernières années qu'il a passées dans les arcanes du pouvoir. Et à ce titre, il fait partie de ceux qui ont contribué à la dégradation continue des conditions de vie et de travail des populations laborieuses de ce pays pendant qu'une minorité de parasites s'est enrichie outrancièrement.

La « *solidarité* » dont parlent gouvernement et patronat n'est qu'une duperie pour masquer celle qui les lie pour exploiter davantage la classe ouvrière et la petite paysannerie. Patronat et gouvernement sont en fait chacun dans leur rôle. Pendant que l'un exploite et vole les travailleurs, l'autre joue du pipeau en prétendant œuvrer pour le bien commun.

Mais quels intérêts communs peuvent donc avoir un maître et un esclave ? Certes, nous sommes au temps moderne de l'internet et de l'informatique, les chaines de l'esclavage ont disparu depuis longtemps mais pas celles de l'exploitation. Il y a toujours d'un côté les riches qui exploitent et parasitent le travail humain, de l'autre, les pauvres qui produisent les richesses alors qu'eux-mêmes n'en profitent pas. Les uns s'enrichissent d'année en année pendant que les autres perdent leur santé et leur vie. Alors, autant dire que leur « *Côte d'Ivoire Solidaire* », c'est de la belle blague ! Les travailleurs n'ont pas besoin de l'obole que les riches jettent de temps en temps aux pauvres pour avoir bonne conscience mais de vivre décemment du fruit de leur travail. Ils ont besoin de vivre dans de bonnes conditions, de bénéficier de soins pour eux et leurs familles, d'avoir des écoles dignes de ce nom pour éduquer leurs enfants, d'avoir accès aux loisirs et à la culture, à l'eau, à l'électricité, etc.

Ce ne sont pas les moyens techniques et les compétences qui manquent dans cette société pour que tout le monde puisse vivre dans de bonnes conditions mais c'est l'organisation capitaliste de la société, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production, qui fait obstacle. Sans luttes collectives, aucune amélioration n'est possible pour les travailleurs et leurs familles car les capitalistes continueront de s'agripper à leurs profits et leurs privilèges ! Au cours de ses luttes futures, la classe ouvrière aura besoin de sa solidarité de classe car elle aura en face d'elle les Patrick Achi et autres politiciens qui viendront au secours des capitalistes. C'est ce combat de classes qu'il faut préparer dès maintenant pour en finir avec cette société capitaliste qui ne profite qu'à une petite minorité.

L E U R S O C I E T E

ACCIDENTS DE LA ROUTE : L'INCURIE DES POUVOIRS PUBLICS

Le 22 avril dernier, un grave accident de la circulation a eu lieu sur l'axe Yopougon-Abobo passant par la prison civile. Le bilan fait état 10 morts, 11 blessés dont 5 cas graves ainsi que d'importants dégâts matériels. La plupart des victimes sont des travailleurs se rendant au boulot.

Ce genre de drame de la route devient de plus en plus fréquent. Rien que dans la seule journée du 5 avril deux autres accidents sur l'autoroute du nord ont coûté la vie à au moins 14 personnes. Le premier a eu lieu à 15 km de Yamoussoukro, faisant 6 morts et 27 blessés. Le second, à 149 km d'Abidjan, est une collision entre un minicar de transport et un véhicule particulier : 8 morts et 27 blessés. Le 1er avril, une collision entre un car et un poids-lourd sur l'axe Ferkessédougou et Ouangolo, 20 morts. Le 25 mars, sur le tronçon Bouaflé-Yamousoukro, collision entre un car et un camion, 21 morts et 33 blessés, etc. La liste des accidents serait longue à égrainer.

La grogne suscitée par l'enchaînement de ces accidents meurtriers a obligé le gouvernement à monter au créneau pour faire semblant de s'en préoccuper non sans verser quelques larmes de crocodile sur le sort des nombreuses victimes. Le ministre du Transport a tout de suite pointé du doigt « *l'incivisme des conducteurs* ». Or, la responsabilité du gouvernement est pourtant très grande, ne serait qu'à cause de l'état des routes. À cela s'ajoute bien d'autres causes comme par exemple le mauvais état des véhicules qui tout en ne répondant pas aux critères de sécurité circulent quand même car leurs propriétaires paient des dessous de table pour obtenir le certificat de visite technique. Il en est de même pour l'obtention du permis de conduire. Tout le monde sait qu'avec un bakchich on n'a même pas besoin de mettre les pieds dans une auto-école pour obtenir son permis. Il y a aussi le fait que les corps habillés censés veiller au respect du code de la route sont plus préoccupés à racketter qu'à faire de la prévention routière. De plus, dans les compagnies de transport, les chauffeurs en sous-effectif sont poussés à faire des heures supplémentaires et conduisent dans un état de fatigue avancée. Comment s'étonner alors de la multiplication des accidents de la route ?

LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Les dirigeants qui se succèdent à la tête de ce pays n'ont qu'un seul mot à la bouche : la lutte contre la pauvreté. Mais force est de constater que plus ils en parlent, plus la pauvreté prend de l'ampleur. Comme il fallait s'y attendre, le Premier ministre fraichement nommé s'inscrit dans la même logique. Il a annoncé qu'il veut « *ramener le taux de pauvreté à moins de 20% de la population*

en 2030 ». Et pour y parvenir, il veut « *faire l'emploi un combat politique quotidien* ». C'est pompeux, ça sonne bien mais c'est aussi creux qu'un tambour !

Ils parlent tous de réduire la pauvreté mais pas d'augmenter le salaire des travailleurs par exemple. C'est élémentaire mais cela ne fait pas partie de leur « *plan* ». Au contraire lorsque les travailleurs se mettent à revendiquer de meilleurs salaires, ce sont ces mêmes gens qui envoient les corps habillés pour les réprimer.

HÔPITAUX PUBLICS : DES MOUROIRS POUR PAUVRES

La mort de deux nourrissons jumeaux dans des circonstances pour le moins douteuses à la maternité du CHU de Cocody a, une fois de plus, mis en évidence les défaillances criantes des hôpitaux publics de ce pays. Tout est parti d'une vidéo postée sur internet dans laquelle le père des nourrissons exprime son indignation devant ce drame. Cette vidéo est tout de suite devenue virale. Les autorités sanitaires se sont saisies de l'affaire non pas pour régler les problèmes des hôpitaux publics en général, mais pour accuser le personnel en brandissant des sanctions « *exemplaires* », histoire de masquer leurs propres responsabilités.

En réaction à cette accusation injuste, une responsable syndicale a expliqué que la salle d'accouchement du CHU de Treichville est fermée pour réhabilitation et que les travaux qui devaient durer environ quatre mois se sont éternisés ; cinq ans après ils ne sont toujours pas terminés. C'est un vrai scandale mais ce n'est pas tout car le CHU de Yopougon est aussi fermé pour réhabilitation. La PMI (Protection Maternelle et Infantile) de Yopougon qu'on a ouvert entre temps est aussi fermée. Il en est de même pour l'hôpital d'Abobo-sud pour cause de réfection. Tout le monde se dirige donc vers le CHU de Cocody où il n'y a que deux sages-femmes en service…. Dans ces conditions, comment éviter des drames ?

Ce n'est un secret pour personne que les hôpitaux publics de ce pays sont dans un piteux état. Il y manque de tout, du matériel de soins élémentaires aux lits d'hospitalisation. Le personnel est en sous-effectif et très souvent surmené et mal payé. Tout y est payant, seringues, gants, … jusqu'au simple coton ! Malgré cela, ces hôpitaux sont tout le temps saturés car il n'y en a pas assez pour accueillir les malades.

C'est l'État qui est responsable de cette situation et quand il y a des drames les autorités sanitaires font porter le chapeau au personnel soignant. C'est malhonnête et révoltant !

L E U R S O C I E T E

CACAO : PRIX D'ACHAT AUX PAYSANS RÉDUIT DE 25%

Pour la campagne dite intermédiaire qui a débuté le 1er avril, le prix bord champ de la fève de cacao a été fixé à 750 FCFA, soit une baisse de 250 FCFA par rapport à la campagne principale 2020/21 qui vient de s'achever. C'est un prix de misère quand on sait que dans le prix de vente d'une tablette de chocolat, seulement 6% revient au paysan qui a produit le cacao.

En Côte d'Ivoire, la filière cacao fait vivre 5 à 6 millions de personnes, soit un cinquième de la population, selon la Banque mondiale. Avec le prix actuel du cacao, plus de la moitié de cette population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Il n'y a pas longtemps, le Ghana et la Côte d'Ivoire ont fait campagne auprès des industriels du chocolat pour imposer une taxe de 200.000 Fcfa sur chaque tonne de cacao. Cette taxe était censée garantir un revenu décent aux cacaoculteurs et permettre de lutter contre l'utilisation de la main d'œuvre infantile dans cette filière.

Pour justifier cette baisse, les autorités ont dit qu'il y a une surproduction à laquelle se serait ajouté l'effet du Covid-19 qui aurait impacté la demande internationale. La vérité c'est que les grandes firmes importatrices du cacao ont boycotté l'achat de ce produit par la filière officielle et trouvé les moyens de contourner la taxe qui leur était imposée. Ils ont aussi puisé la matière première dans leurs propres stocks. Du coup le cacao ivoirien invendu s'est accumulé dans les deux ports d'exportation du pays. Au bout du compte, l'État ivoirien a été contraint de baisser le prix pour trouver acheteurs avant que son cacao ne pourrisse dans les magasins de stockage. Ce sont les petits cultivateurs qui ont payé les frais de cette petite bataille entre les trusts de l'agro business et les deux principaux États producteurs de cacao que sont la Côte d'Ivoire et le Ghana.

Ces capitalistes importateurs de cacao ont ainsi montré qu'aucun pays producteur ne peut leur imposer des conditions d'achat. Les dirigeants ivoiriens et ghanéens, même ensemble, ont aussi fait la preuve qu'ils ne pèsent pas grand-chose à côté de ces capitalistes dont la puissance dépasse celle de bien des États des pays pauvres. Et à défaut de faire plier ces géants, Ouattara et son compère ghanéen vont pressurer encore plus les petits agriculteurs locaux pour continuer à remplir les caisses de l'État et vivre comme des parasites sur le dos des producteurs.

L E U R S O C I E T E

AMADÉ OUÉRÉMI : UN BOUC-ÉMISSAIRE !

Amadé Ouérémi était un réparateur de vélo avant de se reconvertir en agriculteur. Lors de la rébellion, il a été recruté parmi tant d'autres, par les Ex-Forces Nouvelles de Soro Guillaume agissant au service de Ouattara dans la lutte pour évincer Gbagbo. Leurs recruteurs les ont habillés de treillis, leur ont donné des armes et des munitions. Certains d'entre eux ont été positionnés dans la partie Ouest du pays, là où les conflits fonciers meurtriers sont récurrents et où la haine s'est accumulée bien avant la rébellion.

Amadé Ouérémi faisait partie de ceux qui accomplissaient les basses besognes des forces armées de Soro et de Ouattara. Il vient d'être jugé et désigné comme seul responsable des massacres de Duékoué. Entretemps, Ouattara a été propulsé au poste de Président de la République par la bonne grâce de l'armée française. Soro Guillaume a pris le poste de Premier ministre, avant d'être nommé président de l'Assemblée nationale. Leurs sous-fifres ont été bombardés général, colonel, etc., dans la nouvelle armée. Nombre d'entre eux y sont toujours et mènent une vie de pacha. Mais pour faire croire qu'il y a une justice dans ce pays, ces messieurs ont trouvé un bouc émissaire en la personne d'Amadé Ouérémi. Il a été condamné à la prison à vie par un tribunal aux ordres, pendant que ceux-là même pour lesquels il a combattu et tué sont tranquilles et coulent des jours heureux !

COUPURES INTEMPESTIVES DE COURANT : LES QUARTIERS PAUVRES EN SOUFFRENT LE PLUS

Depuis près de deux semaines les coupures d'électricité sont de plus en plus fréquentes. Sans prévenir, des quartiers d'Abidjan sont plongés dans le noir pendant des heures. Le mois d'avril est l'un des plus chauds. Sans électricité, c'est-à-dire sans ventilateurs, les habitations deviennent de véritables étuves. Les nuits, lorsque les portes et les fenêtres sont closes, la température monte en flèche et la situation devient intenable.

Face à la colère et aux mobilisations multiformes de la population, les responsables de l'électricité sont venus se justifier dans les médias. Un incident sur une machine de la centrale thermique d'Azito ainsi que le niveau bas de l'eau dans les barrages hydroélectriques suite à la sècheresse, seraient la cause des pannes. D'après le directeur de l'énergie, cette situation ne se résorbera pas avant le mois d'août, c'est-à-dire dans cinq mois.

En attendant, ce sont les populations des quartiers défavorisés qui sont les principales victimes de ces délestages qui n'en finissent plus. Les quartiers riches, là où habitent les tenants du pouvoir, sont généralement préservés par ces coupures. Et ces gens-là ont d'ailleurs des générateurs chez eux en cas de besoin.

L E U R S O C I E T E

COUPURES D'EAU : INCURIE DE L'ÉTAT ET PROFITS CAPITALISTES

Cela fait maintenant plus d'un mois que les foyers les plus démunis sont confrontés à un manque criant d'eau.

Selon le ministre de l'Hydraulique, ce sont les travaux de construction des routes qui seraient en cause car cela aurait endommagé les tuyaux d'alimentation. C'est possible, mais dans ce cas pourquoi ne s'adresse-t-il pas à son collègue ministre des Travaux publics pour les faire réparer ?

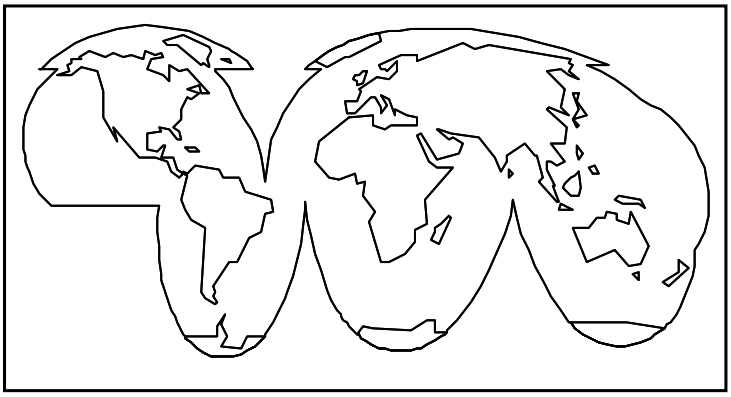
La réalité est que les investissements dans les infrastructures n'ont pas suivi l'extension des quartiers, ni la démographie galopante. Il y a plusieurs années, l'État a cédé la SODECI (société qui gère l'eau) pour un franc symbolique au groupe Bouygues. Cette dernière se contente de ramasser les profits, laissant les travaux d'investissement à la charge de l'État.

La SODECI, avec l'appui de l'État, fait la chasse aux petites gens qui se débrouillent en revendant de l'eau dans les quartiers démunis et non desservis. Depuis deux semaines, c'est donc la guerre à ces revendeurs. Les agents de la SODECI flanqués de gendarmes, débarquent nuitamment dans ces quartiers pour ainsi dire faire la chasse à l'homme.

Dans le quartier de PK18, un sous quartier de la commune d'Abobo, il y a de cela une semaine, la gendarmerie a dû faire face à une révolte de la population. Celle-ci refusait l'arrestation des jeunes. Elle n'a eu son salut que grâce à un renfort de la police CRS qui a gazé tout le quartier, perturbant toutes les activés et même la circulation.

On peut dire que l'installation d'eau courante est refusée aux pauvres, puisqu'il faut débourser la somme de 170.000F, soit plusieurs mois de salaires pour certains. Au final, ces mêmes habitants des quartiers défavorisés sont obligées de payer l'eau 5 fois voire 10 fois son prix aux petits trafiquants qui profitent de cette situation.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

ESCLAVAGE : LA QUESTION DES RÉPARATIONS

(Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un texte du groupe communiste révolutionnaire Combat ouvrier (Union communiste internationaliste), qui milite en Guadeloupe et Martinique. Cette question de la réparation des préjudices causés par l'esclavage n'est pas très débattue sur le continent africain, tout au moins en Afrique francophone, en dehors d'un petit cercle de la petite bourgeoisie intellectuelle. Nous souhaitons néanmoins affirmer notre position de communiste révolutionnaire sur cette question car elle est à l'opposé de celle des nationalistes petits bourgeois.)

La revendication de réparations pour la traite et l'esclavage des Noirs du 17ème au 19ème siècle revient depuis plusieurs années. Elle est portée par certaines associations dans l'Hexagone, par des organisations indépendantistes aux Antilles, par certains États d'Afrique et de la Caraïbe.

Depuis des années, en France, le CRAN (Conseil représentatif des associations noires), le MIR (Mouvement international pour les réparations), entre autres, revendiquent des réparations. L'assignation en justice de l'État français par le MIR et le Conseil mondial de la diaspora panafricaine en 2005 n'a pas abouti. La plainte est maintenant déposée à la Cour européenne de justice, qui l'a jugée recevable. Les plaignants y voient déjà un progrès de l'action juridique.

Treize États du Caricom (Caribbean Common Market, Marché commun des Caraïbes), les ex-colonies britanniques de la Caraïbe, ont décidé d'engager une procédure devant l'ONU contre l'Angleterre, la France et les Pays-Bas. Aux Antilles françaises, de jeunes activistes organisent depuis plusieurs mois des actions d'éclat. Ils bloquent les supermarchés des Békés, détruisent des statues rappelant l'esclavage et le colonialisme. Ils réclament des réparations.

Réparation et nationalisme

Pour l'instant, les grandes puissances occidentales font la sourde oreille. Mais, dans le cas même où des réparations seraient accordées, quelle serait leur destination ? Elles permettraient surtout de garnir le budget des États de la Caraïbe et d'Afrique qui les réclament, quitte à être récupérées au passage par les dirigeants pour eux-mêmes. Quand on connaît le degré de corruption de la classe politique dirigeante en Haïti et en Afrique, c'est une quasi-évidence. Déjà, la misérable aide internationale accordée chichement à ces États est allègrement détournée par cette classe politique, avec la complicité des grandes puissances. Pendant ce temps, la classe ouvrière, les couches populaires et pauvres vivent une misère atroce.

En Guadeloupe et en Martinique, les nationalistes espèrent, en cas de réparations, une somme conséquente qui alimenterait le budget d'un éventuel futur État indépendant. En aucun cas, dans des États sous régime capitaliste, ces réparations ne seraient directement versées aux exploités noirs, aux Noirs pauvres. Pour l'instant, la revendication des réparations demeure une antienne qui permet aux organisations nationalistes d'entretenir leurs militants sur le plan idéologique et de leur fournir un objectif.

Capitalisme et esclavage

La presse, après les émeutes qui ont suivi l'assassinat de George Floyd (aux États-Unis), a révélé ou rappelé l'origine esclavagiste de certaines grandes firmes ou sociétés ayant pignon sur rue. Ainsi, l'assureur français AXA est issu de plusieurs sociétés d'assurance, dont la plus ancienne, la Compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie de Paris, date de 1816. Son fondateur, Jacob du Pan, avait fait fortune à Saint-Domingue, la grande colonie sucrière française, devenue indépendante en 1804 sous le nom de République d'Haïti. Autre exemple, Marie Brizard fut d'abord, au milieu du 18ème siècle, une liqueur bordelaise échangée en Afrique de l'Ouest contre des esclaves. Et LVMH, leader mondial du luxe, possède la maison de cognac Hennessy, qui fit également des affaires dans le commerce colonial. Les marchands qui fondèrent en 1800 la Banque de France, alors une banque privée adossée à l'État, avaient également fait fortune dans les colonies. Un des principaux actionnaires de cette banque n'était autre que Napoléon Bonaparte, qui vivait des revenus des plantations esclavagistes possédées en Martinique par son épouse, Joséphine de Beauharnais. Alors que l'esclavage et la traite avaient été abolis en 1794 pendant la Révolution, Napoléon les rétablit en 1802, l'affaire étant bien trop lucrative. L'esclavage perdura jusqu'en 1848 dans les colonies françaises.

En Grande-Bretagne, à la suite de la publication récente de recherches, les banques Barclays et HSBC ainsi que le groupe d'assurances Lloyd's ont dû reconnaître qu'une partie de leurs fondateurs ou anciens administrateurs avaient bénéficié des riches retombées financières de la traite des Noirs et de l'esclavage. D'autres sociétés aussi prospères, comme le brasseur Greene King, la Royal Bank of Scotland, la banque d'Angleterre, dont les gouverneurs et directeurs fondateurs possédaient des plantations, ont commencé à prospérer sur la manne procurée par l'esclavage. Pour ne pas risquer d'être boycottées par des associations antiracistes, plusieurs de ces sociétés viennent de formuler des excuses. Les exemples d'enrichissement sur la traite et l'esclavage foisonnent. L'historien trinidadien Eric Williams (1911-1981), dans son ouvrage Capitalisme et esclavage (1944), en cite de très nombreux. Il explique notamment comment le commerce des chaînes d'esclaves, produites par l'industrie britannique naissante, avantagea les maîtres de forge.

Aux Antilles, si tous les Blancs locaux ne sont pas riches, les plus riches se trouvent parmi ces Blancs issus des vieilles familles esclavagistes du passé. Ce sont les Békés, appellation provenant probablement de la langue Igbo du Nigeria signifiant « *Blancs* » ou de « *M'Béké* » de la langue ashanti signifiant « *ceux qui détiennent le pouvoir* ». Ces familles riches ont tiré leur fortune originelle de l'exploitation des esclaves dans les plantations de canne à sucre et les distilleries de rhum. Aujourd'hui, elles possèdent une grande partie des plantations de bananes, surtout en Martinique, et des parts importantes dans les groupes de la grande distribution, comme Carrefour. L'exemple le plus édifiant est celui de Bernard Hayot, qui détient aujourd'hui la plus grande fortune des Antilles et figure dans le top 500 des

fortunes de France. Le GBH (Groupe Bernard Hayot), c'est Carrefour, M. Bricolage, Decathlon, Euromarché, Renault, Y. Rocher et d'autres aux Antilles et dans le monde. Une série de familles blanches, riches ou aisées, comme les Huyghues Despointes, Fabre, de Reynal, Vivies, Loret, Aubéry, Assier de Pompignan, Damoiseau, s'ajoute à cette liste de descendants de propriétaires d'esclaves. À La Réunion, ce sont par exemple les familles Barau, de Chateauvieux, Isautier, les « *gros Blancs* » correspondant aux Békés des Antilles.

Ces familles et ces grandes sociétés européennes sont donc économiquement issues d'une accumulation primitive de capital dont la traite et l'esclavage furent l'une des sources criminelles. Elles furent en partie à l'origine de la fondation du capitalisme international. Le comble est que l'abolition de l'esclavage s'est accompagnée d'indemnisations des anciens propriétaires d'esclaves par les puissances esclavagistes pour la perte de leurs esclaves.

Le 17 avril 1825, une ordonnance du roi de France, Charles X, imposait à Haïti, alors dirigé par Boyer, de payer des réparations aux colons privés de leurs esclaves après l'indépendance. Il envoya une flotte de 14 navires pour menacer l'État haïtien d'une nouvelle guerre en cas de non-paiement. Exsangue après sa guerre victorieuse contre les troupes françaises, l'État haïtien se vit réclamer 150 millions de francs-or, ramenés à 90 millions quelques années après. Cette somme correspondrait aujourd'hui à environ 25 milliards d'euros. Elle dut être empruntée à des banques françaises et américaines, auxquelles il fallut rembourser capital et intérêts, et constitua un terrible fardeau pour Haïti jusqu'en 1947. C'est une des causes de l'extrême pauvreté de ce pays aujourd'hui.

Dans le sillage de la révolution de février 1848 en France, des luttes des esclaves des Antilles et des manifestations des ouvriers parisiens, la Commission pour l'abolition de l'esclavage fut créée le 4 mars 1848 et présidée par Victor Schœlcher. Le décret d'abolition est signé le 27 avril 1848 par le gouvernement provisoire.

La commission proposa l'indemnisation des propriétaires d'esclaves et le 30 avril 1849, en France, l'Assemblée nationale vota la loi d'indemnisation des colons ex-propriétaires d'esclaves des Antilles-Guyane, de La Réunion et du Sénégal pour la « *perte* » de 247 810 esclaves. Selon l'historien Claude Ribbe, la somme de 123 784 426 francs (comparable en valeur relative à l'indemnité qu'ont dû verser les Haïtiens) leur fut versée. Elle équivaudrait à 4,4 milliards d'euros aujourd'hui. Des décrets vinrent répartir les sommes entre les territoires concernés. Les esclavagistes de La Réunion reçurent 711 F par esclave (pour 60 651 esclaves), ceux de Guyane 624 F (12 525 esclaves), ceux de Guadeloupe 469 F (87 087 esclaves), ceux de Martinique 425 F (74 447 esclaves), ceux du Sénégal 225 F (9 800 esclaves), ceux de Nossi-Bé et Sainte-Marie (Madagascar) 69 F (3 300 esclaves). À La Réunion, Marie-Hermelinde Million des Marquets reçut, pour 121 esclaves affranchis, 86 031 F, l'équivalent de 3 millions d'euros.

1,4 million d'esclaves africains au moins ont été déportés par les armateurs français des grands ports comme Nantes, Bordeaux, La Rochelle, Le Havre et

Honfleur, vers les colonies françaises des Antilles. Environ 150 000 furent déportés à La Réunion. 3,4 millions d'esclaves ont été déportés par les négriers de Grande-Bretagne jusqu'aux colonies sucrières des Antilles, en Guyane britannique et à l'île Maurice. Lors de l'abolition de l'esclavage dans les colonies britanniques, en 1833, quelque 20 millions de livres sterling de l'époque (120 milliards d'euros d'aujourd'hui), soit 40 % du budget de l'État, furent versés en indemnités aux propriétaires d'esclaves. Ces sommes furent à l'origine de nombreuses fortunes dans la banque, l'industrie, les chemins de fer, l'assurance, des fortunes parfois toujours bien présentes aujourd'hui.

Un pourcentage des indemnités versées aux ex-propriétaires d'esclaves aura servi à créer les banques de Guadeloupe, de Martinique et de La Réunion en 1851 et 1853, au profit des mêmes ex-possédants d'esclaves. L'article 7 de la loi des 19 janvier, 23 et 30 avril 1849 avait en effet prévu que, sur la rente accordée aux esclavagistes, le huitième de la portion afférente aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion serait prélevé pour servir à l'établissement d'une banque de prêt et d'escompte dans chacune de ces colonies.

Ces banques émettaient elles-mêmes des billets jusqu'en 1944, et ont continué à le faire jusqu'en 1952 sous le contrôle de la Caisse centrale de la France d'outre-mer, ancêtre de l'actuelle Agence française de développement […]

La réparation véritable : la révolution socialiste mondiale

Aujourd'hui, les pauvres les mieux placés pour renverser ce système sont les esclaves salariés, les travailleurs. Car ils sont au cœur même de la machine capitaliste : les usines, les entreprises. Ils produisent tout. Ils forment, par leur travail et leur nombre, une force potentielle considérable. L'exploitation de leur force de travail permet aux capitalistes de réaliser des profits fabuleux. En expropriant la bourgeoisie, en collectivisant la propriété privée des moyens de production, les travailleurs en feront bénéficier l'ensemble des classes populaires et pauvres.

Le capitalisme, on l'a vu, est né en réduisant en esclavage des millions d'hommes africains. Mais il s'est aussi constitué sur l'exploitation, la sueur, le sang de millions d'hommes, de femmes et d'enfants d'Europe, de tous les pays, sur plusieurs siècles. La dette des États impérialistes pour l'esclavage des Noirs est incommensurable. Ni les 200 milliards ni tous les milliards ne feront le compte.

À plus forte raison est incommensurable la dette des pays riches et de la bourgeoisie à l'égard des milliards d'exploités de tous les pays et de toutes les couleurs. La réparation véritable viendra de l'expropriation générale au profit des exploités des richesses accumulées par le capitalisme, sur l'esclavage et sur l'oppression effroyable des peuples et des classes pauvres de la planète. Seule la destruction du système capitaliste le permettra. Et elle ne peut être que mondiale. La récupération des richesses par les Noirs pauvres de tous les pays est donc indissociable de la lutte de tous les autres opprimés de la terre.

C'est dans cette seule voie que les descendants des esclaves noirs trouveront leur part. Mais ils ne le pourront qu'à l'issue de la révolution victorieuse de tous les exploités. Il sera alors possible

d'engager la société humaine dans la voie que les travailleurs russes, avec le Parti bolchevique et ses dirigeants, Lénine et Trotsky, avaient ouverte il y a 103 ans, quand ils avaient détruit l'État féodal et capitaliste et érigé pendant six ans un État ouvrier conçu comme première étape de la révolution mondiale.

Seule cette voie permettra de sortir de la barbarie du système capitaliste. L'étroitesse de l'idéologie nationaliste ne peut offrir cette perspective. Elle a déjà conduit à bien des impasses et ne peut que mener dans le mur.

Tchad : LA DICTATURE CONTINUE SOUS LA GARDE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Après avoir dirigé l'État tchadien sous la terreur durant plus de 30 ans, le dictateur Idriss Déby est mort le 19 avril 2021 lors d'un combat contre une rébellion armée selon la version officielle. Il est arrivé au pouvoir en 1990 par un coup d'État grâce au soutien de l'armée française installée au Tchad depuis l'époque coloniale. C'est aussi grâce à cette protection qu'il a pu échapper à de nombreuses tentatives de coups d'État.

De nombreux chefs d'États africains ont fait le déplacement à Ndjamena pour participer à l'enterrement d'un des leurs, de même que le président français Macron qui a salué un allié de l'État français dans ses opérations militaires, notamment dans la zone dite des trois frontières située entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger où sévissent des groupes armés djihadistes. Mais le contingent tchadien qualifié de vaillant et courageux s'est surtout illustré récemment par des actes de barbarie à l'encontre des habitants du village de Tera, dans l'ouest du Niger, qu'il était censé protéger contre les attaques des djihadistes.

C'est grâce à cette même armée qu'Idriss Déby a fait régner la terreur sur toute la population tchadienne et liquidé physiquement des opposants. Il a installé son clan et les membres de sa famille dans les postes-clés de l'appareil d'État pour mieux le contrôler et avoir la mainmise sur les caisses de l'État. Sa famille et ses proches contrôlent également les secteurs économiques les plus lucratifs tels que la production de pétrole ou l'import-export, entre autres. Ce pillage et cette dictature soutenus par l'impérialisme français ont permis à la famille Déby de devenir une des plus riches du pays alors que la population est l'une des plus pauvres de la planète.

La disparition de Déby ne signifie aucunement la fin de la terreur et du pillage car c'est son propre fils, le général Mahamat Idriss Déby Itno, qui a pris le pouvoir à la tête d'un groupe de généraux baptisés « *Conseil militaire de transition* ». Aussitôt après ce coup d'État qui ne dit pas son nom, le gouvernement et le parlement ont été dissous et un couvre-feu instauré de 18H à 5H du matin. La dictature se poursuit, l'impérialisme français est assuré d'avoir un allié fidèle à la tête de l'État tchadien et celui-ci est assuré à son tour de bénéficier du soutien de l'armée française contre toute tentative de déstabilisation par des groupes armés ou une éventuelle révolte de la population.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.